

Le gouvernement israélien finance du journalisme anti-BDS

Le ministère israélien chargé de combattre le mouvement BDS dépense des millions de shekels pour de la propagande qui apparaît comme de l'information dans les médias les plus en vue.

Itamar Benzaquen – 20 décembre 2017 – The Seventh Eye



Le ministre de la Sécurité Publique, Gilad Erdan et le chef de la police, Roni Alsheikh, participent à une cérémonie en l'honneur de la police israélienne au Collège National de la Police, Bet Shemesh, le 22 septembre 22 2016. (Hadas Parush/Flash90)

Le gouvernement israélien a versé au groupe *Yedioth* qui publie le quotidien le plus vendu en Israël, des centaines de milliers de shekels pour publier des articles et des

interviews censés influencer les lecteurs pour qu'ils soutiennent une campagne qu'Israël mène contre les critiques qui lui sont adressées. Le Ministère des Affaires stratégiques dirigé par le ministre Gilad Erdan, a payé pour avoir une couverture de presse positive et la diffusion de ce contenu sur internet.

Selon l'information fournie au « Septième Œil » (Seventh Eye) et à « Hatzlacha », sur la base d'une demande au nom de la liberté de l'information, le groupe *Yedioth Ahronot* a reçu 350 000 NIS (84 000 €) pour publier des articles de journaux qui ont alors été diffusés par des organisations membres du « Réseau Pro-Israël » en Israël et dans le monde. Les articles, selon l'information fournie, étaient conçus pour motiver ou recruter des Israéliens dans la lutte.

Les articles financés ont été publiés depuis juin 2017 dans la rubrique de l'actualité du magazine du weekend de *Yedioth Ahronot* et sur son site Ynet. Comme d'autres campagnes qui ont comporté des achats d'articles à ce journal, celle-ci a aussi inclus des promotions dans l'édition du weekend très largement diffusée.

À côté des articles payés, Ynet a aussi publié des vidéos promotionnelles produites par le ministère des affaires stratégiques, de même que trois interviews d'un haut placé du ministère, [Tzahi Gabrieli](#). Deux des interviews payés ont été conduites par le correspondant politique senior de Ynet, Attila Somfalvi, qui a posé des questions de balle mole lui permettant de proposer ses sujets de discussion.

En plus de l'interview de Gabrieli, *Yedioth* a aussi interviewé une série d'organisations juives qui n'ont pas de liens directs avec l'État. Le rôle de ces organisations dans les efforts du gouvernement contre la délégitimation et leurs liens avec le gouvernement ne sont pas clairs.

Deux de ces organisations, le « Congrès Juif Mondial » et

« Stand With Us » (Soyez avec nous) ont été des sponsors de la conférence anti-BDS de *Yedioth* l'an dernier, à laquelle ont pris part des personnalités politiques et des représentants du ministère des affaires stratégiques. «Au cours de l'année dernière » a écrit le journaliste Reuven Weiss dans l'un des articles payés, « la principale base opérationnelle du mouvement de boycott dans sa tentative de délégitimer Israël s'est portée sur les réseaux sociaux et de nouveaux outils sont nécessaires ».

Le but d'au moins quelques uns de ces articles sponsorisés par l'État était de recruter le public pour aider certaines des organisations de la société civile à diffuser le message du gouvernement sur internet et à combattre les contenus peu flatteurs. En d'autres termes, faire exécuter la stratégie du ministère des affaires stratégiques par le public.



Le ministre de l'éducation, Naftali Benett s'exprime à la conférence de Yedioth Ahronoth « Stop BDS », le 28 mars 2016. (photo : Oren Ziv/Activestills.org)

« En avez-vous assez d'entendre les mensonges sur Israël se répandre dans les médias internationaux et sur les réseaux

sociaux ? » peut-on lire dans encadré d'un des articles en hébreu sponsorisés par l'État. Les lecteurs ont été encouragés à cliquer sur Google le nom de la campagne « 4il », à aller sur le site et à commencer à partager des « vidéos, des caricatures et des articles exposant les mensonges de BDS ». De plus, *Yedioth* a suggéré aux lecteurs de télécharger une application appelée Act.il, qui leur permet de prendre part à des « missions quotidiennes » pour faire avancer des messages pro-Israël sur les réseaux sociaux.

Ainsi qu'il est devenu coutumier chez *Yedioth Ahronoth* ces dernières années, les lecteurs sont simplement informés que l'article qu'ils lisent a été publié « en coopération avec » un ministère du gouvernement israélien, sans expliquer que « en coopération avec » signifie en réalité « payé par ». Au cours des derniers mois, la liste des articles mettant en avant cette dénonciation s'est développée jusqu'à inclure des articles écrits par le correspondant diplomatique du service des actualités, Itamar Eichner.

Le relation entre le ministère des affaires stratégiques et *Yedioth Ahronoth* n'est qu'une partie d'une campagne bien plus large et bien financée : en juin et juillet 2017, le ministère a consacré près de 7 millions de NIS (1,7 millions €) à la diffusion de son message au public en Israël et à l'étranger. C'est une campagne plus importante que toutes celles mentionnées dans *The Seventh Eye* ces dernières années. La deuxième campagne de ce type précédemment documentée était à hauteur de 11 millions de NIS (2,7 millions €) et ce sur plus d'une année.

En complément du contenu journalistique que le ministère des affaires stratégiques a acheté dans *Yedioth*, il a aussi consacré plus d'un demi million de shekels (120 000 €) à placer des contenus sur la chaîne d'information télévisée la mieux notée, Channel 2 et sur son site, Mako. Et en plus des articles en hébreu, le ministère a aussi acheté du contenu journalistique visant une audience plus mondiale, intégrant

celle-ci dans le combat contre la délégitimation.

Les articles sponsorisés par l'État visant un public international ont été publiés dans le *Jerusalem Post*, qui a reçu 120 000 NIS (28 800 €), dans le *Times of Israel*, qui a reçu 95 000 NIS (22 800 €) et dans le Groupe J Media, un groupe d'édition américain qui a reçu 115 000 NIS (27 600 €). Le Groupe Media J, qui gère une station de télévision appelée ILTV a aussi reçu de l'argent du ministère des affaires stratégiques, de même que le journal en hébreu *Makor Rishon* (. Le ministère a refusé de publier des données sur ses relations avec le journal de Sheldon Adelson, *Israel Hayom* (*Israël Aujourd'hui*).



Des militants BDS israéliens participent à une manifestation anti-corruption, square Habima à Tel Aviv, le 9 décembre 2017 (Hagar Shezaf)

Selon les données publiées, la plus forte dépense du ministère des affaires stratégiques pour cette campagne – plus de 2,6 millions de NIS (614 000 €) – a été budgétée pour promouvoir ces contenus sur les réseaux sociaux et moteurs de recherche, dont Google, Twitter, Facebook et Instagram. Une autre grosse

somme, autour de 2 millions de NIS (480 300 €) a été budgétée pour la construction du site Act.il et pour l'alimenter en contenu. Un autre montant d'à peu près 490 000 NIS (117 700 €) a été budgété pour la « stratégie », la « créativité » et la « labellisation ».

Les fonds que le gouvernement utilise pour acheter des articles de journaux sponsorisés par l'État viennent du public, et donc la plupart des ministères du gouvernement ont accepté de publier de l'information sur ce type de relations. Il sera bientôt beaucoup plus difficile d'obtenir de l'information sur l'achat d'articles de journaux par le ministère des affaires stratégiques. Ces derniers mois, le ministère a préparé une législation qui l'exempterait du respect de la loi israélienne sur la liberté de l'information. Selon le brouillon de cette législation, « mener cette bataille avec succès implique de la maintenir autant que possible dans l'ambiguïté ».

Le ministère des affaires stratégiques a prétendu que la loi ne s'appliquerait pas aux types de relations comme celle qu'il entretient avec le Groupe Yedioth Ahronot, mais le texte même de la loi qui a déjà été voté en première lecture pendant l'été et attend maintenant le deuxième et dernier vote, est écrit de manière à s'appliquer à toutes les activités du ministère. En réponse à d'anciennes requêtes sur la liberté de l'information par *The Seventh Eye* et Hatzlacha, le ministère a prétendu que certains des documents réclamés étaient « classifiés ». Il a expurgé d'autres documents en avançant qu'ils étaient susceptibles de nuire aux relations extérieures d'Israël et même à la sécurité d'État.

Attila Somfalvi s'est soustrait à toutes les demandes d'interviews. Ron Yaron, le directeur de publication de *Yedioth Ahronoth*, a envoyé la réponse suivante:

« Nous sommes fiers de la couverture large et exhaustive que *Yedioth Ahronoth* a assurée contre le boycott d'Israël.

Lorsque, dans ce cadre, une coopération s'est effectuée avec des représentants du (gouvernement) ou d'institutions dans les articles qui ont été publiés, cela a été largement divulgué, comme cela se produit dans d'autres médias quand ils coopèrent avec différentes instances ».

Parution originale en hébreu sur The Seventh Eye.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [+972](#)